

Direction de la qualité et de la prévention des risques

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE ROUEN
1 Rue de Germont
76 000 ROUEN

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Réalisation de prestations d’audits et de certifications qualités pour le
CHU Rouen Normandie

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP Valant CCAP et CCTP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES	4
2.1 - Objet du marché public.....	4
2.2 - Procédure du marché public.....	4
2.3 - Type de marché public.....	4
2.4 - Forme du marché public	5
2.5 - Allotissement	5
2.6 - Modifications au marché public et marché complémentaire et similaires.....	5
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ PUBLIC ET DELAI D'EXECUTION	6
4.1 - Durée du marché public.....	6
4.2 - Délai d'exécution	6
4.3 - Prolongation des délais	6
ARTICLE 5 - PRESTATIONS POUVANT ETRE COMMANDEES DANS LE LOT N°1	6
5.1 - Les services à certifier	6
5.1.1 - <i>La Maison de la Recherche Clinique</i>	6
5.1.2 - <i>La Pharmacie à Usage Intérieur</i>	7
5.1.3 - <i>Le centre d'assistance médicale à la procréation</i>	8
5.2 - Prestations attendues	9
5.2.1 - <i>Réalisation d'audits de certification de système de management de la qualité</i>	9
5.2.2 - <i>Qualification des auditeurs</i>	9
5.2.3 - <i>Procédure de reprise de certificat</i>	9
5.3 - Les services du CHU de Rouen	9
5.4 - Livrables du marché	10
ARTICLE 6 - PRESTATIONS POUVANT ETRE COMMANDEES DANS LE LOT N°2	11
6.1 - Prestations attendues	11
6.2 - Modalités de l'audit des pratiques.....	11
6.3 - Référentiels normatifs	11
6.4 - Livrables du marché	11
ARTICLE 7 - PRINCIPES METHODOLOGIQUES APPLICABLES AU MARCHÉ.....	12
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
ARTICLE 9 - MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTALE	12
9.1 - Modalités de transmission des pièces	12
9.2 - Optimisation des ressources.....	13
9.3 - Déplacements	13
ARTICLE 10 - CONDITIONS DE COMMANDE.....	13
10.1 - Emission des commandes	13
10.2 - Modification d'un bon de commande.....	14
10.3 - Annulation d'un bon de commande	14
ARTICLE 11 - OPERATIONS DE VERIFICATION / TRANSFERT DE PROPRIETE	14
11.1 - Opérations de vérification	14
11.2 - Décisions après vérification	14
11.2.1 - <i>Décision de réception</i>	14
11.2.2 - <i>Décision d'ajournement</i>	14
11.2.3 - <i>Décision de réfaction</i>	15
11.2.4 - <i>Décision de rejet</i>	15
ARTICLE 12 - CONDITIONS D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS	15
12.1 - Remise des livrables.....	15
12.2 - Lieu de livraison des livrables.....	15
12.3 - Déplacement dans le cadre de la mission	15

12.4 - Conditions d'accès aux installations.....	15
ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	16
ARTICLE 14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	16
14.1 - Etendue de la cession	16
14.2 - Exploitations	16
14.3 - Garantie.....	18
14.4 - Rémunération.....	18
ARTICLE 15 - RESPONSABILITE	18
15.1 - Garantie	18
15.2 - Accès - Consignes.....	18
15.3 - Assurances	18
ARTICLE 16 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX.....	18
16.1 - Contenu des prix	18
16.2 - Clause de révision des prix.....	18
ARTICLE 17 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	19
17.1 - Modalité de règlement du titulaire.....	19
17.2 - Présentation des demandes de paiement – Dépôt de la facture électronique	19
17.3 - Conditions de règlement.....	20
17.3.1 - <i>Mode et délai de paiement</i>	20
17.3.2 - <i>Comptable</i>	20
17.3.3 - <i>Changement de taxes</i>	20
17.3.4 - <i>Nantissement</i>	20
17.3.5 - <i>Avance</i>	21
17.3.6 - <i>Retenue de garantie</i>	21
ARTICLE 18 - PENALITES DE RETARD	21
ARTICLE 19 - RESILIATION	21
ARTICLE 20 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	21
ARTICLE 21 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	22
21.1 - Résolution amiable.....	22
21.2 - Résolution contentieuse - compétence juridictionnelle	22
ARTICLE 22 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	23

ARTICLE 1 - PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de consultation article 5.1.

ARTICLE 2 - OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES

2.1 - Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la **réalisation de prestations d'audits et de certifications qualités pour le CHU Rouen Normandie**.

2.2 - Procédure du marché public

Le marché public est passé selon la **procédure de l'appel d'offres ouvert**, en application des articles R2124-1 à 2 et R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

2.3 - Type de marché public

Marché(s) public(s) de services :
<input checked="" type="checkbox"/>
Catégorie de service : 27

2.4 - Forme du marché public

Le marché public est un **accord-cadre** fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est **exécuté au moyen de bons de commande**.

Conformément à l'article R2162-4-2° du Code de la commande publique, le marché public est conclu sans montant minimum mais avec un **montant maximum pour toute la durée de validité du marché** réparti de la façon suivante :

- Lot n°1 : 70 000 € HT
- Lot n°2 : 20 000 € HT

Chacun des lots est **mono-attributaire**.

L'accord cadre est **conclu à prix unitaires** tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

2.5 - Allotissement

Le marché public est alloti de la façon suivante :

- Lot n°1 : **référencement d'un organisme certification ISO 9001 accrédité COFRAC pour le CHU Rouen Normandie** (primo certification, suivi 1 et 2, renouvellement de certificat) ;
- Lot n°2 : **audit qualité des pratiques pour la Banque de tissus**.

2.6 - Modifications au marché public et marché complémentaire et similaires

Le CHU Rouen Normandie se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens des articles R2122-4 et R2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Rouen fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'**Acte d'engagement (AE) du lot concerné** et son annexe :
 - Annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) des lots n°1 et n°2 ;
2. Le présent **Cahier des Clauses Particulières (CCP)**, commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe n°1 : fiche pratique – déposer une facture sur le portail CHORUS PRO ;
 - Annexe n°2 : Cycles d'audit de certification dans le périmètre du marché pour le lot n°1 ;
3. Le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles** (CCAG-PI) - (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
4. Le **cadre de réponse technique par lot** du titulaire accompagné des différents justificatifs demandés (CV...) ;
5. **Les avenants le cas échéant** ;
6. **Les actes de sous-traitance le cas échéant**.

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande émis par le CHU Rouen Normandie.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE PUBLIC ET DELAI D'EXECUTION

4.1 - Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une **période initiale de 18 mois à compter du 1^{er} juillet 2025**.

Le marché public peut ensuite être **reconduit 2 fois par période successive d'1 an** et pour une **durée de validité maximale de 3 ans et 6 mois**.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rouen reconduit automatiquement le marché public). Dans ce cadre, le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 Code de la commande publique.

En revanche, le CHU de Rouen se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le Titulaire. La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

4.2 - Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution des prestations s'étendra de la réception du bon de commande par le titulaire jusqu'à l'exécution sans réserve de la prestation.

Les délais d'exécution sont indiqués dans le cadre de réponse technique du titulaire.

4.3 - Prolongation des délais

Seuls les retards imputables au CHU de Rouen peuvent justifier la prolongation des délais mentionnés ci-dessus.

Ainsi, le Titulaire pouvant être tributaire pour l'exécution de prestations, de démarches ou fournitures de document du ressort du CHU de Rouen, il lui appartient de signaler par courrier recommandé tout retard de la part de ce dernier de nature à le contraindre à ne pas respecter les délais, conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI.

Le délai d'exécution se trouverait alors prolongé du nombre de jours calendaires séparant l'envoi de ce courrier et l'envoi par le CHU de Rouen des éléments requis ou de l'exécution des démarches requises.

ARTICLE 5 - PRESTATIONS POUVANT ETRE COMMANDEES DANS LE LOT N°1

Les prestations pouvant être commandées sont reprises dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

5.1 - Les services à certifier

5.1.1 - La Maison de la Recherche Clinique

La Maison de la Recherche Clinique, inaugurée en février 2018, rassemble la Direction de la Recherche Clinique et de l'Innovation (DRCI), le Centre d'Investigation Clinique (CIC) et l'Unité de Biostatistiques (UB) en une entité commune.

Elle est porteuse de l'offre de service de recherche pour les chercheurs du CHU mais aussi pour ceux des hôpitaux de la Seine-Maritime et de l'Eure

En son sein :

- La **Direction de la Recherche Clinique et de l'Innovation (DRCI)** pilote et suit l'ensemble des activités de recherche du CHU (recherches institutionnelles à promotion et à gestion CHU, recherches industrielles et

recherches institutionnelles auxquelles le CHU participe). Elle coordonne et met en œuvre la politique de recherche et d'innovation en lien avec le CRBSP et le bureau restreint de la recherche,

- **L'Unité de Biostatistique (UB)** porte la mission d'aide méthodologique et statistique à la conception des projets de recherche, la structuration et la validation des données, l'analyse statistique et valorisation des résultats,
- **Le Centre d'investigation clinique (CIC)-Centre de ressources biologiques (CIC-CRB)** porte plus particulièrement la mission d'aide à la réalisation des protocoles chez les patients ainsi que chez les sujets volontaires sains, la constitution de cohortes clinico-biologiques, de conseil auprès des chercheurs et la gestion des prélèvements biologiques pour la réalisation de leurs protocoles. Elle est également chargée de favoriser le développement de projets de recherche translationnelle.

Suite à la mise en œuvre d'un système de management de la qualité dans ces trois services de la Maison de la Recherche Clinique, ceux-ci souhaitent, par l'intermédiaire de ce marché, se présenter à un renouvellement de certification distincte par service.

5.1.2 - La Pharmacie à Usage Intérieur

La Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) du CHU de Rouen accomplit l'ensemble des missions conférées par la réglementation aux PUI des hôpitaux, à l'exception de l'activité de radiopharmacie prise en charge par la PUI du Centre de Lutte Contre le Cancer Henri Becquerel.

Ces missions sont :

- D'assurer la gestion, l'approvisionnement, la préparation, le contrôle, la détention et la dispensation des médicaments, produits ou objets relevant de leur réglementation, des dispositifs médicaux stériles, des médicaments expérimentaux et d'en assurer la qualité ;
- De mener ou de participer à toute action d'information sur ces médicaments, matériels, produits ou objets, ainsi qu'à toute action de promotion et d'évaluation de leur bon usage, de contribuer à leur évaluation et de concourir à la pharmacovigilance et à la matériovigilance et à toute action de sécurisation du circuit du médicament et des dispositifs médicaux stériles ;
- De mener ou de participer à toute action susceptible de concourir à la qualité et à la sécurité des traitements et des soins dans les domaines relevant de la compétence pharmaceutique ;
- D'assurer certaines missions optionnelles (rétrocessions, stérilisation, préparations des médicaments pour essais cliniques).

La pharmacie est actuellement certifiée sur le périmètre d'activités suivant :

**Site Charles Nicolle
1 rue de Germont 76031 ROUEN CEDEX**

- Préparation et délivrance de médicaments (pharmacotechnie) et de dispositifs médicaux stériles (stérilisation).
- Réception pharmaceutique de fluides médicaux.
- Gestion des essais cliniques (secteur Recherche Clinique).
- Délivrance des médicaments à des patients non hospitalisés (rétrocessions de médicaments).
- Gestion des dotations de médicaments des unités de soins
- Gestion des référentiels et de l'information
- Gestion des achats

Plateforme logistique pharmaceutique hospitalière

2 avenue Jean-Baptiste Lebas 76120 Le Grand Quevilly

→ Gestion des approvisionnements

A terme l'objectif est de certifier l'ensemble des activités de la pharmacie selon le référentiel ISO 9001 V 2015.

5.1.3 - Le centre d'assistance médicale à la procréation

Le centre d'assistance médicale à la procréation (AMP) du CHU de Rouen a ouvert en 1989. Il accueille et aide les couples infertiles dans leur projet de parentalité.

Il se compose d'un laboratoire de biologie de la reproduction – le CECOS et d'activités cliniques localisées au niveau de l'unité de Médecine de la Reproduction (consultation de gynécologie et monitoring des stimulations ovariennes), et au laboratoire de Biologie de la Reproduction (consultations d'urologie).

Le centre est reconnu nationalement pour un engagement fort sur le plan de la préservation de la fertilité chez les patients pubères (conservation des gamètes ou tissus germinaux) et pré-pubères (tissus germinaux).

Les activités du centre d'AMP se déclinent en :

- Recherche ;
- Spermiologie diagnostique ;
- Assistance médicale à la procréation
 - Insémination intra-utérine (IIU)
 - Fécondation in-vitro (FIV) et par micro-injection du spermatozoïde (ICSI-IMSI)
 - Éclosion assistée
 - Culture en système time-lapse
 - Congélation embryonnaire et vitrification
- Un Centre d'étude et de conservation des œufs et du sperme (CECOS) gérant :
 - Le Don de d'ovocytes, de spermatozoïdes (de gamètes) et d'embryons
 - La demande de don de gamètes et accueil d'embryons
 - La congélation embryonnaire (congélation lente ou vitrification),
 - La vitrification ovocytaire,
 - La congélation des tissus germinaux pubères et pré-pubères
- Des prises en charge spécifiques telles que :
 - La prise en charge des couples en contexte viral (hépatite B, hépatite C, VIH)
 - Exploration de la qualité nucléaire du spermatozoïde
 - Greffe de tissu ovarien
 - Maturation ovocytaire in vitro
 - Anomalies du nombre de chromosomes
- Enseignement ;
- Préservation de la fertilité.

Le centre d'AMP du CHU de Rouen dispose des autorisations pour les activités :

- D'AMP pour les couples à risque viral (Hépatite B et Hépatite C, hommes et femmes, Zika), unique proposition de soins au niveau régional,
- D'accueil d'embryons,
- De don de spermatozoïdes et d'ovocytes,
- De préservation de la fertilité des patients pré-pubères et pubères.

Le centre D'AMP du CHU de Rouen a pour objectif de se présenter à une primo certification sur l'ensemble de leurs activités en fonction de l'état d'avancement de leur système de management de la qualité.

5.2 - Prestations attendues

5.2.1 - Réalisation d'audits de certification de système de management de la qualité

Les prestations devant être réalisées par le titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché consistent en la réalisation d'audits **de système de management de la qualité selon le référentiel ISO 9001 V2015** des services listés à l'article 5.1 du présent CCP sur les activités et selon le reporting mentionnés dans le tableau ci-après.

De ce fait, le postulant devra communiquer son pool d'auditeurs compétents dans chacun de ces domaines, à la date du dit marché.

Selon les services et l'année du dit marché, l'auditeur devra procéder à un audit soit de primo-certification soit de suivi 1 ou 2 soit de renouvellement du SMQ des activités de la MRC, de la pharmacie et de l'AMP, tout en se référant à la méthodologie énoncée dans le référentiel d'évaluation de la conformité des systèmes de management ISO 17021-1 : 2015

Les audits auront lieu :

- **Pour la Maison de la recherche clinique et le centre d'AMP** : dans les locaux du CHU de Rouen au 1 rue de Germont, 76031 Rouen Cedex ;
- **Pour la Pharmacie** : dans les locaux du Chu de Rouen au 1 rue de Germont, 76031 Rouen Cedex et sur la Plateforme logistique pharmaceutique hospitalière au 2 avenue Jean-Baptiste Lebas 76120 Le Grand Quevilly.

5.2.2 - Qualification des auditeurs

Les auditeurs proposés par le titulaire du marché devront :

- Être certifiés ICA ou IRCA et avoir une expertise sur le référentiel normatif ISO 9001 Version 2015
- Être qualifié en milieu hospitalier
- Avoir une expérience et des références de certification dans les domaines d'activités faisant l'objet d'un audit.
- Le CV des auditeurs devra être transmis lors de la planification des audits. Le CHU de Rouen se réserve le droit de réfuter les auditeurs proposés s'ils ne répondent pas à ces critères.

5.2.3 - Procédure de reprise de certificat

Dans le cas de la pharmacie du CHU de Rouen, où il s'agit d'une reprise de certificat en audit de suivi 1 et 2, le titulaire du marché devra indiquer dans son cadre de réponse technique sa procédure de reprise de certificat et les conditions requises pour celle-ci.

Par ailleurs, le titulaire doit s'engager à reconnaître et accepter en l'état les certificats actuels du CHU de Rouen octroyés par tout autre organisme certificateur. Le coût éventuel découlant de cette reprise doit être chiffré au BPU.

5.3 - Les services du CHU de Rouen

	Activités	Nombre de site(s)	Effectif	Rythme de travail
Pharmacie	1 certificat unique			

(périmètre actuel)	Pharmacie HCN	Hôpital Charles Nicolle	75	8h-18h30 + Garde soir et WE
	Stérilisation	Hôpital Charles Nicolle	80	24h/24h
	Approvisionnements PLPH	Plateforme Grand Quevilly	35	8h-18h30 + Garde soir et WE

Maison de la Recherche Clinique	3 certifications séparées			
	Direction de la recherche clinique (DRCI)	Hôpital Charles Nicolle	37,2 ETP	Du lundi au vendredi
				8h30 – 17h30
	Centre d’investigation clinique (CIC-CRB)		10 ETP	Du lundi au vendredi
				8h30 – 17h30
	Unité de Biostatistique (UB)		11,90 ETP	Du lundi au vendredi
8h30 – 17h30				

Centre d'aide médicalisée à la procréation	1 certificat unique			
	Laboratoire de biologie de la reproduction (CECOS), unité de Médecine de la	Hôpital Charles Nicolle	20 ETP	Journée
	Reproduction (consultation de gynécologie et monitoring des stimulations ovariennes)			
	Laboratoire de Biologie de la Reproduction (consultations d'urologie).			

5.4 - Livrables du marché

Les livrables sont remis au CHU de Rouen pour vérification et décision.

Les livrables attendus sont les suivants :

- 1 plan prévisionnel d'audit pour chaque service, envoyé le mois précédent l'audit ;
- 1 rapport d'audit par service au moment de la réunion de clôture.

ARTICLE 6 - PRESTATIONS POUVANT ETRE COMMANDEES DANS LE LOT N°2

Les prestations objet du présent lot ont pour objectif d'observer les pratiques et les manipulations selon les exigences des normes ISO 14644 relatives à la qualité de l'air en environnements contrôlés et des règles de bonnes pratiques BP tissus (décret octobre 2010). A terme, cet audit des pratiques de la banque de tissus permet de garantir leur bon fonctionnement et d'assurer la conformité aux normes en vigueur.

6.1 - Prestations attendues

Les paramètres à mesurer ou à analyser concernent les données de surveillance des zones classées de la banque de tissus.

L'audit vise à vérifier le maintien des performances vis à vis de :

- La protection du personnel, tenues et comportement du personnel ;
- La production du produit tissulaire, organisation des postes de travail, bonnes pratiques de maîtrise de la contamination, gestion, manipulation et entrée des consommables et matières sous les PSM,
- Le bionettoyage des zones classées, nettoyage et désinfection ;
- La gestion des équipements, organisation des postes de travail, gestion des équipements et des environnements.

Le titulaire s'engage à maintenir la confidentialité des informations sensibles auxquelles il pourrait avoir accès lors de la visite des locaux.

6.2 - Modalités de l'audit des pratiques

En corrélation avec les textes des bonnes pratiques des tissus et des référentiels, l'objectif est d'observer, lors d'un audit ou d'une visite technique, les pratiques et les manipulations du laboratoire en vue d'identifier des possibilités d'amélioration et de définir des actions rapides pour l'amélioration de la maîtrise de la contamination au sein de la Banque de tissus ainsi que la qualité de production des tissus (analyse des risques).

6.3 - Référentiels normatifs

La décision du 27 octobre 2010 définissant les règles de bonnes pratiques relatives à la préparation, à la conservation, au transport, à la distribution et à la cession des tissus, des cellules et des préparations de thérapie cellulaire est applicable au présent lot.

De façon plus générale, les normes appliquées sont :

- NOR : SASM1020261S,
- NF en 12469,
- NF en ISO 14644 parties 1 à 3,
- NF en 1822 partie 1.

6.4 - Livrables du marché

Lors de la remise d'un rapport, apparaîtront systématiquement les informations suivantes:

- La société intervenante et ses coordonnées administratives,
- Le lieu d'implantation du matériel contrôlé (bâtiment, pièce et étage etc.),
- Les caractéristiques du matériel (marque et modèle),
- Le nom de la personne ayant effectué la visite technique et audit de contrôle,
- La date d'intervention,
- La méthode d'analyse et outils qualité utilisés,
- Les observations éventuelles,

- Les certifications de la société,
- L'analyse des risques du procédé tissu.

Un exemplaire de chaque rapport sera adressé :

- À l'ingénieur Responsable qualité de la Banque de tissus
- Au service de la Banque de tissus.

ARTICLE 7 - PRINCIPES METHODOLOGIQUES APPLICABLES AU MARCHÉ

Le travail du Titulaire sera réalisé de manière interactive avec le CHU de Rouen. Il organise autant de réunions que nécessaires pour mener à bien ses missions. Aucun rendez-vous ou consultation d'un tiers n'aura lieu sans l'accord ou la présence du CHU de Rouen.

Afin de réaliser sa prestation, le titulaire devra prévoir impérativement des visites sur les sites du CHU de Rouen. Il devra tenir compte du fonctionnement des établissements et des contraintes que cela imposera pour les différentes investigations à réaliser sur les sites.

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU de Rouen de tout changement concernant :

- Sa **raison sociale** (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son **compte de règlement bancaire ou postal**, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le **destinataire du paiement**, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. **A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation**, après réception des documents nécessaires, par certificat administratif.

ARTICLE 9 - MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTALE

Concernant les obligations en matière de protection de l'environnement, le titulaire est tenu de respecter les conditions d'exécutions minimum suivantes :

9.1 - Modalités de transmission des pièces

Dans une démarche environnementale, le CHU Rouen Normandie privilégie la dématérialisation. **À ce titre, les livrables seront communiqués uniquement par email.**

Aussi, le CHU Rouen Normandie invite le titulaire à optimiser le poids des documents produits et de privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails.

Par exception, des pièces pourront être transmises par voie postale soit compte tenu de leur format, soit à la suite d'une demande de toute personne légitime.

9.2 - Optimisation des ressources

Dans ce cadre et lors de l'exécution des prestations, **le titulaire optimise les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés.**

À cet effet, le titulaire privilégie :

- L'impression en noir et blanc plutôt qu'en couleur ;
- L'optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages ;
- L'impression recto/verso ;
- La diffusion ciblée des informations ;
- L'utilisation du papier au format A4 ou au format A3 ;
- S'assurer de l'utilisation de papier recyclé et/ou de papier avec écolabel ou équivalent.

9.3 - Déplacements

La Métropole Rouen Normandie a fait le choix de mettre en place sur une partie de son territoire une **zone à faibles émissions** (ZFE).

Dès lors, les déplacements liés à l'exécution des prestations devront en tenir compte.

Le titulaire privilégiera l'utilisation des transports en commun ou de transports peu ou non polluants pour le déplacement des intervenants (train, tram, bus, vélos, co-voiturage, etc.).

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE COMMANDE

10.1 - Emission des commandes

Conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par l'établissement, au fur et à mesure de ses besoins.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-PI, la notification des bons de commande est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut-être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Dès réception du bon de commande, le titulaire doit réaliser l'ensemble des prestations demandées.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché public ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer / des prestations à réaliser en référence au BPU pour le lot concerné ;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le / les lieux de livraison des fournitures ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-PI, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant de l'établissement.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public.

Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public. L'établissement ne peut fixer une durée telle que l'exécution du bon de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

L'établissement confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

10.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, **un rectificatif est notifié au titulaire**. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

10.3 - Annulation d'un bon de commande

L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine peut, à tout moment, **pour motif d'intérêt général**, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 11 - OPERATIONS DE VERIFICATION / TRANSFERT DE PROPRIETE

11.1 - Opérations de vérification

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-PI sont applicables.

Les prestations seront vérifiées au fur et à mesure de leur exécution. **Ces vérifications portent sur la réalisation effective des prestations dans les conditions définies au présent CCP.**

Néanmoins, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le délai qui est imparti au CHU de Rouen pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives et notifier sa décision est **de 1 mois à compter de la date de remise des livrables**.

11.2 - Décisions après vérification

Les dispositions de l'article 29 du CCAG-PI sont applicables.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

11.2.1 - Décision de réception

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché public. **La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au Titulaire.**

11.2.2 - Décision d'ajournement

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée.

Le Titulaire est invité à présenter les livrables de nouveau **dans un délai de 15 jours ouvrés**, à compter de la réception de la décision, après avoir effectué ces mises au point. Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, ce délai est ramené à 1 jour ouvré pour les ordres du jour et les comptes rendus des comités.

11.2.3 - Décision de réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être reçues en l'état, **il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées**. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le Titulaire ne présente pas d'observations dans les 15 jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de 15 jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du Titulaire.

11.2.4 - Décision de rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché public et ne peuvent être reçues en l'état, **il en prononce le rejet partiel ou total**.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, en cas de rejet, le Titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter de nouveau la prestation dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la notification de la décision. Ce délai est ramené à 1 jour ouvré pour les ordres du jour et les comptes rendus des comités.

ARTICLE 12 - CONDITIONS D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS

12.1 - Remise des livrables

Les livrables sont remis CHU de Rouen pour vérification et décision après vérification. Les documents élaborés par le Titulaire sont transmis au CHU de Rouen dans les formes prévues à l'article 3.1 du CCAG-PI et à l'article 9.1 ci-avant.

12.2 - Lieu de livraison des livrables

Les livrables papiers sont remis au CHU de Rouen, 1 Rue de Germont, 76 000 ROUEN.
Les livrables électroniques sont transmis aux adresses communiquées.

12.3 - Déplacement dans le cadre de la mission

Le prix fixé rémunère tous les prestations intellectuelles et tous les frais connexes nécessaire à l'accomplissement de la mission concernée. Ce prix est exclusif de tout autre remboursement de frais au titre de la même mission. Ainsi et par exemple, les déplacements nécessaires et inhérents à la conduite de la présente mission ainsi que les réunions de travail et de restitution des travaux, sont inclus dans les prix figurant au Bordereau des Prix Unitaires et intègrent tous les frais et charges, notamment les frais de personnels, les frais de transport, hébergement et restauration sur les différents sites du CHU Rouen Normandie.

12.4 - Conditions d'accès aux installations

Le Titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles imposées par CHU de Rouen.

Le Titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le Titulaire.

ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Les informations échangées entre les parties, dans le cadre de l'exécution du présent marché public, sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation préalable écrite du CHU de Rouen, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le Titulaire est soumis aux obligations générales relatives à la protection du secret, notamment à celles qui concernent le contrôle du personnel.

Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des plans, documents, fichiers informatiques et autres éléments relatifs au marché public, et en aviser sans délai le CHU de Rouen de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le Titulaire soumet à l'approbation du CHU de Rouen les dispositions qu'il prend à cet effet. Aucune diffusion ou présentation par le Titulaire de documents, aucun exposé oral concernant le CHU de Rouen, ses organisations et ses procédures ne peuvent se faire sans l'accord écrit de l'établissement.

En cas de violation par le Titulaire des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le CHU de Rouen peut résilier le marché public aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Le Titulaire ne peut prétendre, du chef des dispositions du présent article, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

ARTICLE 14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application du CCAG PI approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

14.1 - Etendue de la cession

Le Titulaire cède, à titre exclusif, au CHU de Rouen, le droit de représentation et de reproduction, tels que définis par les articles L122-2 et L122-3 du code de la propriété intellectuelle, de tout ou partie des documents réalisés dans le cadre du présent marché public, ci-après dénommés « les documents », sur tout support actuel ou futur (incluant notamment les supports papiers, électroniques, informatiques, numériques, vidéographiques, magnétiques, photographiques...) et par tout procédé actuel ou futur de communication au public (incluant notamment télévisuel, Internet, vidéographique, cinématographique, exposition...).

Par « documents », on désigne notamment :

- Les livrables listés à l'article 5.4 et 6.4 du CCP ;
- Tout autre élément protégé par le droit d'auteur réalisé dans le cadre du présent marché public.

Le Titulaire cède également les droits de modification et d'adaptation de tout ou partie des documents en vue de leur intégration éventuelle à une œuvre collective ou composite, sous réserve du respect du droit moral du Titulaire.

La cession est consentie pour le monde entier et pour la durée de la propriété littéraire et artistique, régie par les lois françaises et étrangères et par les conventions internationales, actuelles ou futures, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.

14.2 - Exploitations

La présente session est consentie notamment pour les exploitations suivantes :

- L'archivage,

- La consultation par toute personne et le prêt de tout ou partie des documents pour les besoins de la recherche, de la documentation, pour la représentation par projection à but documentaire ou pédagogique, pour l'exploitation promotionnelle, pour les expositions ouvertes au public,
- La reproduction et la représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des documents sur les bases de données et les sites intranet et internet édités ou coédités par le CHU de Rouen et/ou ses Partenaires,
- La reproduction de tout ou partie des documents dans les programmes destinés au public, les dossiers, brochures, dépliants, cartes postales promotionnelles, cartes de tous formats et sur tous supports, posters, plaquettes, prospectus, revues, diffusés gratuitement aux fins d'information du public et de promotion des activités du CHU de Rouen et/ou de ses Partenaires,
- La reproduction et la représentation sur tous supports destinés à la communication interne ou externe du CHU de Rouen et/ou de ses Partenaires et notamment dossiers de presse, rapports d'activité, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, journaux internes, publications des nouvelles acquisitions, articles de presse écrite ou télédiffusés, newsletters, campagnes d'emailing ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par le CHU de Rouen et/ou par ses Partenaires y compris dans toute salle réunissant du public (auditoriums, salles d'exposition, espaces de bureaux, ateliers hors les murs...),
- La reproduction, notamment dans l'enceinte et autour des locaux du CHU de Rouen et/ou de ses Partenaires, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités du CHU de Rouen et/ou de ses Partenaires,
- La reproduction à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des documents sur tous supports et selon tous procédés et notamment par imprimerie, photographie, audiovisuelle, numérisation, stockage sous forme de fichier informatique dans une mémoire électronique,
- La représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des documents, dans le cadre d'expositions, conférences, colloques, séminaires, projections, formations, cours ou ateliers, pouvant faire l'objet de captation, tenus au sein du CHU de Rouen ou des locaux de ses Partenaires, et notamment au sein d'auditoriums, salles d'exposition ou espaces de bureaux,
- Le droit de reproduire, ensemble ou séparément, les documents en vue de leur diffusion dans le monde entier sous toutes formes d'édition : ordinaire, de luxe (à tirage limité ou non), fac-similaire, de demi-luxe, reliée, populaire, de poche (dite aussi de grande diffusion), en clubs, scolaire, critique ou dans une anthologie,
- La représentation par voie de projection publique, télédiffusion, de montage en audiovisuel, de film, de vidéo produit et d'émission de télévision, onde, câble, fils, satellite à des fins de recherche ou de pédagogie ainsi que dans les éditions vidéographiques et cinématographiques,
- Le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira, autant d'exemplaires doubles ou copies, par photocopie, microfiche ou microfilm ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir, qu'il soit électronique, informatique, analogique, magnétique ou numérique, à partir de reproductions ou d'enregistrements visés ci-dessus,
- Toute autre exploitation destinée aux besoins propres des établissements membres du CHU de Rouen, dans le cadre de ses activités et missions.

Il est convenu que le CHU de Rouen pourra non seulement exploiter lui-même les documents mais pourra également consentir des autorisations ou des cessions à des tiers **dans la limite des droits d'exploitation qui lui ont été cédés dans le cadre du présent marché public.**

14.3 - Garantie

Le titulaire garantit au CHU Rouen Normandie une jouissance paisible des droits cédés sur les documents. **Il garantit notamment le CHU Rouen Normandie contre toute réclamation, revendication, recours ou action de toute personne quelle qu'elle soit.**

14.4 - Rémunération

La présente cession est consentie gracieusement par le titulaire au CHU Rouen Normandie, le titulaire déclarant en être désintéressé au regard de la rémunération qu'il perçoit en contrepartie de ses prestations réalisées dans le cadre du présent marché public.

ARTICLE 15 - RESPONSABILITE

15.1 - Garantie

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-PI.

15.2 - Accès - Consignes

Le Titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par l'établissement membre concerné.

Le Titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le Titulaire.

15.3 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution puis annuellement, le Titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 16 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

16.1 - Contenu des prix

Le marché public est traité à prix unitaires.

Ces prix unitaires figurent au bordereau de prix unitaires en annexe n°1 de l'acte d'engagement.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix unitaires.

16.2 - Clause de révision des prix

Les prix unitaires du marché public sont révisables annuellement à chaque date anniversaire du marché public, par ajustement aux prix du présent marché public.

Dans la mesure où le Titulaire souhaiterait réviser les prix du marché public, il sera appliqué la formule de révision à suivre :

$$P_{n+1} = 0.3 P_n + (0.7 * P_n * (I_{n+1}/I_n))$$

Avec P_{n+1} = nouveau prix de règlement

P_n = prix en cours au moment de la révision

I = indice INSEE CPF 71.12 base 2021 – valeur de l'indice au T3 2024 = 109.1

Valeur de référence pour le marché : I_n = valeur de l'indice à la date de réception des offres (T4 2024)

I_{n+1} dernière valeur connue de l'indice 2 mois avant la date de révision

Cette formule est transposable chaque année.

Il appartient au prestataire de faire connaître son souhait de révision au plus tard 2 mois avant chaque date anniversaire, sans aucune intervention du CHU de Rouen.

Dans le cas d'une hausse supérieure **à 1.5%**, le CHU de Rouen pourra limiter de plein droit cette augmentation sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer ou résilier le marché public ou ne pas le reconduire sans que le Titulaire ne puisse lui opposer de recours.

Cette révision s'appliquera aux commandes émises à compter du début de la nouvelle période.

Le CHU de Rouen se réserve également le droit de présenter les demandes d'ajustement à l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

ARTICLE 17 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

17.1 - Modalité de règlement du titulaire

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-PI, à l'issue de l'admission de chaque prestation, les factures afférentes au paiement sont établies.

Chaque facture doit correspondre à un bon de commande.

17.2 - Présentation des demandes de paiement – Dépôt de la facture électronique

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le **dépôt de la facture électronique est obligatoire**, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- En annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe n°1 CCAP)
- Un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé : le code service CHORUS est **DAHLIB** et le numéro SIRET du CHU ROUEN NORMANDIE est le **267 601 680 00015**.

17.3 - Conditions de règlement

17.3.1 - Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre de l'établissement membre concerné.

Le paiement s'effectue conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique **dans le délai global maximum fixé à 50 jours**.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article 2192-31 du Code la commande publique, le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt de la BCE majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

17.3.2 - Comptable

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur le Comptable public du CHU Rouen Normandie.

17.3.3 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au Titulaire ou au CHU Rouen Normandie, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

17.3.4 - Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention « d'exemplaire unique » sur le marché public à nantir (conformément aux articles R2191-45 à R2191-62 du Code de la commande publique).

17.3.5 - Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, du bon de commande dans les conditions déterminées aux articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI, le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique.

Le titulaire a indiqué dans l'Acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

17.3.6 - Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 18 - PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, dans le cas où le Titulaire dépasse le délai de livraison et/ou d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = Le montant de la pénalité ;

V = La valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ;

et R = Le nombre de jours en retard.

Cette pénalité s'applique au montant des prestations exécutées tardivement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant. Par dérogation à l'article 14.1.2 il n'y a pas de plafonnement des pénalités. Les pénalités de retard sont cumulables.

Les pénalités stipulées dans le présent marché seront soit déduites de la facture suivant la constitution du retard soit récupérées par l'émission d'un titre de recette, sans notification auprès du Titulaire et dès le premier euro.

ARTICLE 19 - RESILIATION

Les clauses de résiliation prévues par les articles 36 à 42 du CCAG-PI (Chapitre 7) sont applicables au présent marché public.

ARTICLE 20 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Par ailleurs, le titulaire étranger indique sur la facture :

- Le pays d'origine des marchandises
- Le code de nomenclature douanière
- Le n° de TVA intracommunautaire du titulaire
- Le poids des marchandises livrées
- Le mode de transport des marchandises (par route, air, mer, chemin de fer)

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 40 du CCAG-PI, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 40 du CCAG-PI sont applicables.

ARTICLE 21 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

21.1 - Résolution amiable

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 à R.2197-2 du Code de la commande publique.

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr – Médiateur interne et Correspondant PME

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU de Rouen s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.

21.2 - Résolution contentieuse - compétence juridictionnelle

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 22 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-PI, il est dérogé au CCAG-PI pour les articles suivants :

CCP	CCAG-PI
Article 3	Article 4.1
Article 10.1	Article 3.7.1
Articles 11.1	Articles 28.2
Article 11.2.2	Article 29
Article 11.2.4	Articles 29
Article 17.1	Article 11
Article 18	Article 14.1.1 et 14.1.3